



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

CSG

Question écrite n° 11972

Texte de la question

La loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 a confirmé le basculement des cotisations maladie sur la CSG. Excepté différentes variations selon certaines catégories socioprofessionnelles, la cotisation sociale généralisée passe globalement de 3,4 à 7,5 % pour les revenus d'activité et d'épargne. Il est prévu en contrepartie une diminution de la cotisation maladie des salariés de 4,75 %, de 5,5 % de la cotisation maladie sous le plafond de la sécurité sociale et de 3,65 % entre le plafond et 5 fois le plafond pour les travailleurs indépendants et les professions libérales, compte tenu d'une assiette de la CSG différente, et du fait que les indépendants supportent la totalité des cotisations maladie. Or, notamment en ce qui concerne les artisans, la baisse des charges décidée parallèlement à la hausse de la CSG n'aurait toujours pas été arrêtée officiellement par le Gouvernement. C'est pourquoi M. Jacques Pélissard appelle l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur cette situation et lui demande des précisions en la matière ainsi que les intentions du Gouvernement à ce sujet.

Texte de la réponse

Le Gouvernement a compensé la hausse de 4,1 points de la contribution sociale généralisée par une baisse des cotisations d'assurance maladie des travailleurs non salariés de 5,5 points sur la fraction du revenu n'excédant pas le plafond de la sécurité sociale et de 3,7 points sur la fraction comprise entre une et cinq fois ce plafond : les taux de cotisations d'assurance maladie des travailleurs non salariés sont donc respectivement de 5,9 % sur la fraction du revenu n'excédant pas le plafond de la sécurité sociale et de 5,3 % sur la fraction comprise entre une et cinq fois ce plafond. Dans ces conditions, l'opération de substitution se traduit par un gain pour plus de 80 % des affiliés du régime d'assurance maladie maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles (CANAM). Il est rappelé que la réforme est d'autant plus favorable que les revenus sont moins élevés. La loi de financement de la sécurité sociale pour 1998 substitue en effet très largement un prélèvement strictement proportionnel - la contribution sociale généralisée - à un prélèvement dégressif. Le bénéfice est ainsi particulièrement sensible pour les revenus les plus modestes : la cotisation d'assurance maladie forfaitaire minimale est en effet de 4 098 francs pour 1999, alors qu'elle aurait été de 7 918 francs à droit constant. Pour les revenus inférieurs à 25 000 francs, qui ne sont pas redevables de la contribution sociale généralisée, cette diminution de presque moitié de la cotisation minimale est sans contrepartie et représente un gain de pouvoir d'achat de 15 %. La réforme demeure favorable jusqu'à un seuil variable selon la profession. Cela est dû à la diversité des charges sociales acquittées par les non-salariés et réintégréées dans l'assiette de la contribution sociale généralisée. Pour un taux de charges moyen, intermédiaire entre le plus élevé - celui des artisans - et le plus faible - celui des commerçants -, le seuil de neutralité se situe à 235 000 francs de revenu annuel net de cotisations sociales et de frais professionnels. Les différentes professions libérales ont généralement des taux de charges inférieurs à ce taux moyen. Cette démarche se justifie pleinement en termes de principes : l'assurance maladie des travailleurs indépendants constitue un seul et même régime ; il serait contraire au principe constitutionnel d'égalité devant les charges publiques de prévoir au sein de ce régime des taux de cotisations différents selon la nature de l'activité exercée. Enfin, cet allègement global du prélèvement s'inscrit

dans une démarche plus générale en faveur des actifs : la réforme renforce la contribution des autres revenus au financement de la sécurité sociale, et notamment des revenus du patrimoine et de placement. En rendant le prélèvement social plus équitable, le Gouvernement a voulu donner leur plein effet aux valeurs de justice et de solidarité sur lesquelles repose notre système de protection sociale.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Pélissard](#)

Circonscription : Jura (1^{re} circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 11972

Rubrique : Sécurité sociale

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 mars 1998, page 1573

Réponse publiée le : 29 novembre 1999, page 6831